

**Les échecs des privatisations sont nombreux et leurs dégâts incalculables.**

#### IV- ET A L'ETRANGER?

**Cameroun:** après la privatisation du "Camrail" au profit de l'entreprise française Bolloré, les services se sont détériorés alors que les prix augmentent: le prix est passé de 12.865f en 89, à 18.000f en 2003 et à 28.000 en 2005!

**Mali:** le chemin de fer malien, évalué à 105 milliards de cfa a été vendu à 5 milliards de cfa! L'acheteur a supprimé 10 gares sur les 36 qui existaient, privant les Maliens de transport dans les campagnes. Renvoi de 50% des employés.

**Mali:** après avoir racheté EDM (Energie Du Mali), la SAUR (Bouygues) n'a pas rempli ses engagements (développer les réseaux d'eau et d'électricité, baisser les tarifs): le gouvernement l'a renationalisée. Au Togo aussi, vendue en 1997 l'entreprise d'électricité, est renationalisée.

**Bolivie:** 1. Entre 1997 et 2004, la société de distribution d'eau vendue aux Français de Vivendi-Suez-Lyonnaise des eaux et à la Banque Mondiale avait augmenté les tarifs de 19% , le prix du branchement s'est mis à coûter 8 mois de salaire et de l'eau non potable a été distribuée dans la capitale. 2. En 1999, à Cochabamba, l'eau vendue à l'américain Bechtel a augmenté de 100 à 200%. La population s'est révoltée et a récupéré la gestion de son eau.

**Angleterre:** l'entreprise qui a racheté la compagnie de trains a réduit les dépenses de sécurité pour faire du bénéfice et les accidents sont devenus très fréquents.

#### V- LES RAISONS DE LA DEGRADATION DES SERVICES PUBLICS

##### 1- Pourquoi ne plus subventionner (aider) les services publics?

**Raison officielle :** Selon le FMI et l'OMC dirigés par les pays riches, l'Etat ne doit pas subventionner ses entreprises: -pour ne pas fausser la concurrence entre les petites entreprises d'un pays pauvre et les grandes entreprises d'un pays riche, -pour ne pas dépenser dans des services "non rentables" (écoles, santé, ...).

**Raison cachée :** rendre les services publics malades pour qu'ils soient privatisés ou liquidés.

##### 2-Pourquoi privatiser les services publics?

**Raison officielle :** permettre une "bonne gestion" pour améliorer la qualité, faire entrer le pays dans le marché international, amener de l'argent frais au pays...

**Raison cachée :** faire payer au pays sa dette, faire dominer le pays par les multinationales et les financiers, faire racheter les entreprises des pays pauvres par celles des pays riches à des prix bas.

##### 3-Pourquoi liquider?

**Raison officielle :** diminuer les dépenses de l'Etat.

**Raison cachée:** remplacer les entreprises liquidées (ONPT) par les firmes du Nord (MTN) et licencier des employés (50%) pour accroître le bénéfice.

#### VI- QUE FAIRE?

1. Exiger l'annulation de la dette sans condition,
2. Défendre la souveraineté nationale dans les domaines politique, économique et social,
3. Défendre le pouvoir d'achat des citoyens en exigeant le maintien des subventions aux entreprises nationales assurant un service public,
4. Refuser la privatisation des services publics de base garantis par la Constitution:

Constitution du Venezuela: [www.cbparis.free.fr](http://www.cbparis.free.fr)  
**"Art. 84. Pour garantir le droit à la santé L'État gère un système public national de santé, régi par les principes de la gratuité universelle. Il donnera priorité à la prévention des maladies. Les biens des services publics de santé sont propriété de L'État et ne pourront pas être privatisés. La communauté organisée a le droit et le devoir de participer dans la prise de décision et le contrôle de la politique dans les institutions publiques de santé." Depuis l'arrivée du Pdt Chavez, le budget de la santé est passé de 2,5% du PIB à 5%. La mortalité infantile est passée de 21 pour 1000 en 1998 à 17 pour 1000 en 2002. Les consultations, médicales et dentaires, les médicaments sont entièrement gratuits dans les dispensaires. "Art. 102. L'éducation est un droit de l'homme, elle est démocratique, gratuite et obligatoire". Le budget de l'éducation est passé de 3% du PIB en 1998 à 7% en 2002, plus d'un million d'enfants ont été réintégrés au système éducatif. Les inscriptions à l'école maternelle ont triplé. Près de 700 écoles ont été construites, plus de 2 000 réparées et 36.000 nouveaux enseignants ont été engagés.**

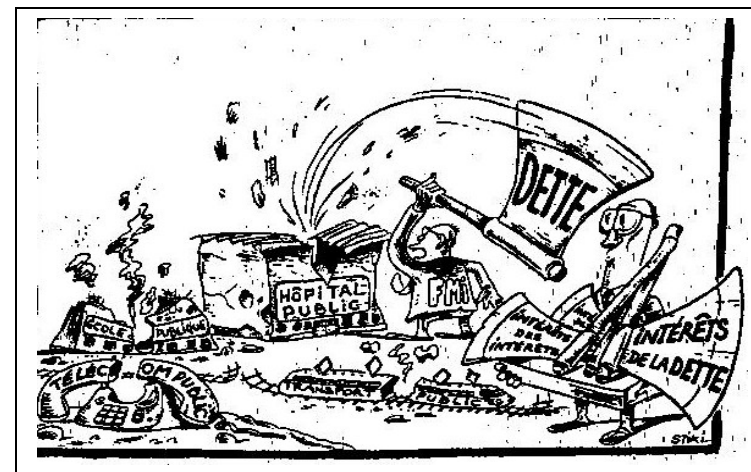
5. Renationaliser les services publics de base privatisés (ex Bolivie, Togo, Mali).

## A.P.A.S.H. Association Pour une Alternative au Service de l'Humanité

Campagne:

"Sauvons les services  
publics !"

Ces privatisations qui



**1584, av. 3 Martyrs, Batignolles,  
Brazzaville, CONGO 521.61.56/**

**570.68.93** [apashbrazza@yahoo.fr](mailto:apashbrazza@yahoo.fr) 2006

## **I-QU'EST-CE QU'UN SERVICE PUBLIC ?**

Un service public est accessible à tous, même les plus pauvres, pour satisfaire les besoins humains de base (droits de l'homme) garantis par la Constitution (santé, nourriture, éducation, logement, travail, ..). A contrario, une entreprise privée vise son profit avant le bien-être des populations: elle doit être "rentable" (gagner plus qu'elle ne dépense). Elle ne peut donc pas assurer le service public **puisqu'un service public peut ne pas être rentable ayant pour priorité l'aide au public: il doit transporter, soigner, éduquer,... même les indigents et appliquer un tarif adapté au public et non adapté aux besoins de l'entreprise**. Pour des secteurs qui ne produisent rien de vendable tels l'éducation, la santé, le déficit est compensé (subvention) par d'autres ressources de l'Etat. **En 1970-80, le Congo assurait les services publics vitaux.**

## **II- L'AVEZ-VOUS OUBLIE ?**

**SANTE:** Santé Pour Tous! Tous les hôpitaux, infirmeries, centres de santé étaient équipés et disposaient d'un personnel soignant formé. L'Etat assurait campagnes de sensibilisation et de vaccination. Contre le paludisme, de petits avions et camions pulvérisaient des gaz anti-moustiques. Toute la population accédait aux soins de santé primaires gratuits.

**EDUCATION:** Education Pour Tous! Tout enfant congolais avait droit à l'éducation gratuitement sur toute l'étendue du territoire national. Les droits scolaires n'existaient pas (ils étaient supportés par l'Etat). Les écoles étaient équipées (table bancs, livres...), les enseignants formés et fonctionnaires de l'Etat, le niveau appréciable. A l'université, tout étudiant avait droit à la bourse. En 1972, 95% des enfants étaient scolarisés, en 2005: 48% le sont.

**LINACONGO :** compagnie de l'Etat équipée de plusieurs avions, avait des vols réguliers sur tout le territoire national. Les prix des billets variaient selon les clients (élève, étudiant, travailleur) et étaient abordables: Brazza-Zanaga: 6000fcfa.

**STUB** (Société de Transport Urbain de Bzv) : compagnie de l'Etat équipée de bus plus grands que le Coaster qui assuraient le transport dans la ville à un coût unique quelle

que soit la distance. Chaque bus avait sa ligne, il n'y avait pas de "demi-terrain": Djoué-Mikalou : 100f.

**ATC et CFCO:** ils appartenaient entièrement à l'Etat.

ATC assurait le trafic sur le fleuve et ses affluents, CFCO disposait de trains marchandises et voyageurs et assurait régulièrement le trafic Bzv/ P-N à environ 4000f vers 1990.

**HUILKA** (Huilerie de Kayi) et **SUCO:** fabriquaient du savon, de l'huile à base d'arachides et du sucre à base de canne à sucre récoltées sur place. Leur abondante production assurait l'indépendance du pays en savon (50fr le morceau), huile et sucre (350f le paquet vers 1992).

**HYDROCONGO:** chargée de la vente des produits pétroliers sur le territoire national, elle avait des points de vente presque partout. Les camions citernes ravitaillaient les zones reculées. Les prix, bas, (170f/litre de lampant vers 89) étaient identiques partout. Il n'y avait pas de pénuries de carburant et pas de "Kaddafi".

**Beaucoup d'entreprises publiques assuraient une vie décente aux Congolais, même les plus pauvres.**

## **III- ABANDON DES SUBVENTIONS, PRIVATION, LIQUIDATION des SERVICES PUBLICS**

**1.** Avec les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) puis l'Initiative PPTE, le FMI a obligé le Congo à réduire ses budgets sociaux afin de payer la dette extérieure.

**SANTE:** son budget est devenu dérisoire donc la santé se dégrade: consultations payantes donc mort des indigents, recours à l'auto médication et aux médicaments de la rue, médicaments chers supportés par les malades, apparition de faux docteurs, absence d'équipement, absence de campagne de prévention donc augmentation des maladies évitables...

**EDUCATION:** droits scolaires élevés et souvent détournés donc déscolarisation de 50% des élèves, insuffisance de professeurs formés, généralisation des vacances et absences répétées de professeurs faute de salaire acceptable, disparition des internats, baisse du niveau, fraude et corruption aux examens, bourses impayées ...

**VOIRIE:** pas de ramassage des ordures donc eaux sales stagnant dans les rues: problèmes d'hygiène et de paludisme.

**2.** Les PAS, l'initiative PPTE et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) imposent l'abandon des subventions aux entreprises d'Etat qui assuraient le bien-être: la vie de la population devient précaire.

À cause de la liquidation d'Hydrocongo, de la privatisation du CFCO et de l'abandon de la subvention à la CORAF, le Congo connaît des pénuries d'essence soumettant les populations à de dures épreuves (montée de tous les prix, transport inaccessible, ... ) **CFCO :** Privatisé maintenant, il ne satisfait plus les besoins de la population. Les marchandises sont prioritaires (les lignes dites "non-rentables" telle la zone de Mvouti sont négligées). Un seul train voyageurs fourgonne du bétail humain dans l'insalubrité et l'insécurité. Aujourd'hui, il faut 11.000fcfa pour P-N/Bzv. Mais, en plus à la gare centrale, pour espérer acheter un billet à 8h, il faut arriver à 3 h du matin, avec l'insécurité que cela présente. Et les premiers arrivés ne sont pas les premiers servis: il faut donner 2.000f à des commissionnaires pour être servi. On regrette le temps des guichets ouverts dans toutes les communes de Bzv! **LINACONGO :** les vols nationaux sont assurés par des compagnies privées qui augmentent le temps de travail de leurs employés, recrutent des vacataires non formés, augmentent les tarifs, .... il faut aujourd'hui 80.000fcfa pour Bzv/P-N et 66.000 pour Bzv-Dolisie! **STUB** a disparu laissant les Brazzavillois dans un désarroi total et soumis au "demi-terrain".

**SNE:** délestages et pannes de courant mettent les quartiers dans le noir des jours entiers et empêchent toute activité économique. **SNDE:** un filet d'eau ne coule que la nuit... et pas toutes les nuits.

**OCC :** sa disparition a laissé les paysans dans la misère, étouffés par les produits subventionnés et de mauvaise qualité venus des pays riches.

**3.** L'OMC et le FMI ont imposé le **Nouveau Code des Investissements** qui autorise les entreprises étrangères qui s'installent au Congo à **ne pas payer les taxes** que paient les entreprises congolaises, ce qui ruine les entreprises locales et entraîne une baisse du budget de l'Etat qui affecte toutes les structures étatiques. Ainsi, Suco, devenu SARIS car racheté par une entreprise française, a été dispensé de taxes car considéré comme une nouvelle entreprise.

**4.** L'Etat doit **confier à des entreprises étrangères le soin de faire respecter les droits humains les plus fondamentaux de sa population** alors que ces entreprises visent, elles, le profit et la disparition des

compagnies concurrentes. Ensuite, quand elles ont le monopole, elles peuvent faire les prix qu'elles veulent et priver les plus pauvres de tous ces services (ex: montée des prix d'Air France suite à la disparition d'Air Afrique ).